

1-Situation Géographique :

Le **Nigéria** est un État d'Afrique de l'Ouest situé le long du golfe de Guinée. Il est le pays le plus peuplé d'Afrique et sa première économie. Il est bordé à l'ouest par le Bénin, au nord par le Niger et le Tchad, à l'est par le Cameroun. Il partage également une frontière maritime avec la Guinée équatoriale.



2-Le Pays en Bref :

- Nom complet** : République fédérale du Nigéria
- Nom propre** : Nigéria
- Continent** : Afrique
- Sous-continent** : Afrique Sub-Saharienne
- Population** : 204 701 968 habitants (2019)
- Superficie** : 923 768 km²
- Principales villes** : **Abuja** (capitale administrative) - **Lagos** (capitale économique)
- Langues officielles** : Anglais
- Monnaie** : Naira (₦ NGN)
- Nature de l'État** : République fédérale
- Chef de l'État** : Président Muhammadu Buhari
- Codes ISO** : NG, NGA
- Religions** : christianisme , islam (48.8%) et autres religions traditionnelles
- Membre à l'OMC** : Depuis le 1er janvier 1995

3- Indicateurs Economiques et Démographiques :

* Indicateurs Economiques

Indicateurs de croissance	2017	2018	2019 (e)	2020 (e)	2021 (e)
PIB (milliards USD)	376,36	398,19	446,54	494,83	550,07
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	0,8	1,9	2,3	2,5	2,5
PIB par habitant (USD)	1.972e	2.033	2.222	2.400	2.602
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	25,3	27,3	29,8	31,4	32,6
Taux d'inflation (%)	16,5	12,1	11,3	11,7	11,3
Balance des transactions courantes (milliards USD)	10,38	5,33	-1,00	-0,43	-0,73
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	2,8	1,3	-0,2	-0,1	-0,1

Source: FMI - World Economic Outlook Database disponibles.

Note : (e) Donnée estimée

Avec un PIB de 398 Mds \$ en 2018, le Nigéria est la 1^{re} économie d'Afrique subsaharienne. Suite à l'effondrement des prix du pétrole, le pays était entré en récession en 2016, mais a renoué avec la croissance en 2017, confirmée en 2018. A son arrivée au pouvoir, le président Buhari a affiché sa volonté de diversifier l'économie afin de développer une croissance plus endogène. Le pétrole et le gaz ne représentent plus que 14,4 % du PIB, mais encore 90 % des exportations et 75 % des revenus budgétaires. Le pays a connu une transformation dans les secteurs des services et de l'industrie qui est à l'origine de l'émergence d'une classe moyenne qui est évaluée à près de 20 % de la population (Banque mondiale 2015). Le pays n'en reste pas moins un des plus inégalitaires du monde avec quatre milliardaires en dollars (Forbes 2019), plusieurs dizaines de milliers de millionnaires et près de la moitié de la population vivant avec moins de deux dollars par jour.

Malgré la conjoncture adverse (glissement de la monnaie, inflation, contraction des réserves de changes), le gouvernement a relancé d'importants chantiers d'infrastructures et a mis en place un programme d'aide en faveur des plus défavorisés. Le président Buhari a également pris des mesures dans le secteur de l'énergie (soutien aux sociétés de production et distribution d'électricité) et dans le secteur agricole pour relever la production. Son objectif est de créer trois millions d'emplois par an pour faire face au chômage des jeunes qui pourrait représenter 80 % dans certains États du Nord du pays.

*** Indicateurs Démographiques**

- Espérance de vie à la naissance : Femmes : 52,4 ans - Hommes : 51,8 ans (PNUD, 2014).
- Taux d'alphabétisation : 51 % (PNUD, 2014).
- Indice de développement humain : 152e / 187 pays (PNUD, 2014)

4-Situation Politique du Pays :

Depuis son investiture le 29 mai 2015, le président Buhari a mené une politique centrée sur la relance de l'économie, la lutte contre le terrorisme et la lutte contre la corruption. Il a été réélu le 23 février avec 55,6 % des suffrages sur un programme similaire et avec un taux de participation historiquement bas (35,6 %). Son principal opposant était Atiku Abubakar du PDP (Parti démocratique populaire).

***Politique Intérieure :**

Les élections du 23 février ont également concerné le Sénat et la Chambre des représentants. Le renouvellement est important mais les équilibres restent les mêmes : majorité de dans les deux assemblées.

Dans le Nord-Est du pays, le groupe terroriste Boko Haram démontre depuis l'été 2018 une capacité d'action inquiétante avec notamment la multiplication d'attaques perpétrées par l'ISWAP (ralliée à l'État islamique) faisant des centaines de morts parmi les forces armées nigérianes et générant une dégradation sensible des conditions de sécurité dans les États du Nord-Est en particulier dans l'État du Borno.

Dans le delta du Niger, face à la multiplication des sabotages d'oléoducs par des militants en 2016, le gouvernement a proposé des négociations qui ont permis d'apaiser la crise. La production pétrolière est revenue à 1,9 million de baril par jour en décembre 2016.

***Politique Extérieure**

Le Nigéria a occupé la présidence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont le siège est à Abuja, jusqu'en juin 2019. L'accord d'adhésion du Nigéria à la Zone de libre-échange continentale de l'Union africaine (ZLECAf), a été signé le 7 juillet dernier. En revanche la conclusion de l'Accord de partenariat économique régional Afrique de l'Ouest (CEDEAO-UEMOA) avec l'Union européenne reste suspendue à l'accord du Nigéria.

Le Nigéria est membre de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), l'une des plus anciennes institutions régionales africaine (créée en 1964 et basée à Ndjamena). Cette organisation a été choisie pour être le cadre de la force multinationale mixte de lutte contre Boko Haram.

Engagé en faveur du maintien de la paix depuis les années 1960, le Nigéria était autrefois l'un des plus importants contributeurs de troupes aux opérations de maintien de la paix (OMP) des Nations unies. Le pays participe actuellement à trois des 14 opérations en cours. Ses contributions majeures sont déployées au sein de la MINUAD (Mission conjointe des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour 180 hommes) et de la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali – 230 hommes). En 2013, le Nigéria a été parmi les premiers États africains à déployer des troupes au Mali au profit de la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali – 1 200 hommes), dont il assurait le commandement, puis de la MINUSMA.

Enfin, le Nigéria exerce une influence importante sur son environnement régional grâce à son poids démographique et l'importance de sa diaspora (estimée à 17 millions de personnes), sans oublier la puissance financière de ses banques et le rayonnement de sa production audiovisuelle (deuxième producteur de films au monde)

5-Risque Pays :

En 2019, si la croissance devrait augmenter pour la troisième année consécutive, elle restera encore entravée. Même si les infrastructures pétrolières sont épargnées par les militants dans le delta du Niger, la contribution du secteur pétrolier devrait être moins importante avec des gains de production limités par les contraintes de capacité. Malgré le soutien des politiques publiques (restriction aux importations, financements subventionnés), l'expansion de l'agriculture restera fragilisée par les conflits au nord-est, où sévit Boko Haram, et au centre du pays, théâtre d'affrontements entre éleveurs et agriculteurs. La reprise dans les autres secteurs d'activité, soutenue par le redressement progressif de la demande intérieure, devrait rester lente. L'augmentation des dépenses à visée électorale, à l'approche du scrutin de février 2019, devrait soutenir la consommation publique au début de l'année. Néanmoins, tout comme pour l'investissement public, le faible espace budgétaire disponible limitera sa contribution à la croissance. Les taux d'intérêt élevés, la lenteur de la croissance du crédit, le climat des affaires contraignant, et la complexité du système de taux de change multiples continueront d'être des freins à l'investissement privé, malgré le desserrement des contraintes de liquidité, consécutif à la hausse des cours de l'or noir et à l'introduction d'une fenêtre de change aux conditions de marché pour les investisseurs et exportateurs (NAFEX) en avril 2017. La consommation des ménages bénéficiera de l'augmentation du salaire minimum, mais la prévalence de la pauvreté et du chômage, ainsi que les pressions inflationnistes persistantes devraient en limiter l'expression. En effet, après 18 mois consécutifs de désinflation, qui ont pris fin en août 2018, l'inflation devrait rester élevée, à cause des troubles intérieurs mettant sous pressions les prix alimentaires.

6-Les Principaux Secteurs Economiques :

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,4	11,7	51,8
Valeur ajoutée (en % du PIB)	20,8	22,3	55,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	3,4	2,1	-0,8

Source : Banque Mondiale

Le Nigéria a la plus grande économie d'Afrique - en concurrence étroite avec l'Afrique du Sud - et une population de 200 millions d'habitants. Le pays a la 30ème économie mondiale en termes de volume de PIB. Toutefois, l'économie nigériane étant fortement dépendante des recettes pétrolières, elle est donc très vulnérable aux variations des prix du pétrole brut et du niveau de production. Le Nigeria étant sorti d'une récession l'année dernière, la croissance reste fragile et les schémas de croissance sectoriels restent instables. En 2018, le secteur pétrolier a enregistré un taux de croissance négatif de -1,62% et les revenus non pétroliers ont été inférieurs aux attentes, malgré les réformes entreprises pour améliorer l'économie. Malgré tout, l'économie a connu une croissance légèrement inférieure à 2% en 2018, principalement tirée par le secteur non pétrolier - en particulier les industries extractives et le secteur manufacturier - et le secteur des services. Ce taux devrait se maintenir au cours des deux prochaines années, car le PIB devrait augmenter de 2,3% en 2019 et de 2,5% en 2020, grâce à la mise en œuvre du Plan de relance et de croissance économiques.

*L'économie en bref

POINTS FORTS :

- Première puissance africaine en termes de PIB
- Le Pays le plus peuplé d'Afrique
- Importantes ressources en hydrocarbures et large potentiel agricole et minier
- Endettement public et extérieur relativement faible
- Au carrefour de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, ouverture maritime

POINTS FORTS :

- Forte dépendance aux revenus pétroliers (90 % des exportations, deux tiers des recettes fiscales)
- Pollution liée à l'exploitation pétrolière
- Insuffisance des capacités de production et de raffinage / distribution d'énergie électrique
- Tensions ethniques et religieuses
- Insécurité, corruption contraignant l'environnement des affaires

7-Accords Bilatéraux :

Huit mémorandums d'entente et accords de coopération ont été signés entre la Tunisie et le Nigeria au terme de la 5e session de la Commission mixte tuniso-nigériane, qui s'est tenue mardi 13 mars 2018, dans la capitale nigériane, Abuja.

Selon un communiqué du ministère tunisien des Affaires étrangères, rendu public mercredi 14 courant, ces accords portent sur les domaines du commerce, de la protection du consommateur, de l'énergie, des affaires sociales, de la culture et de la jeunesse.

Ils incluent également un mémorandum d'entente entre les institutions en charge de l'investissement dans les deux pays et un accord de coopération entre l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA) et l'Association des chambres de commerce, d'industrie, des mines et de l'agriculture du Nigeria (NACCIMA).

La 5e session Commission mixte tuniso-nigériane a été co-présidée par les ministres tunisien et nigérian des Affaires étrangères, Khemaïes Jhinaoui et Geoffrey Onyeama.

A l'issue de cette nouvelle session, les deux ministres ont réaffirmé l'engagement des deux pays à renforcer la coopération bilatérale dans tous les domaines et plus particulièrement dans les domaines économique et commercial.

Ils ont également mis l'accent sur l'importance de la réussite de la présente réunion de la commission mixte tuniso-nigériane qui, ont-ils dit, ne manquera pas de contribuer à ouvrir de des perspectives prometteuses de coopération dans les domaines de la santé, des technologies de l'information et de la communication, de l'industrie électromécanique, du tourisme, de l'agriculture et de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.